



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 198 du 22 mai 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	32 809	11 230	8 309	6 537	1 803
Cas/10 000 hab	32,07	19,36	15,39	11,89	50,08
Nombre de décès	3 925	561	235	306	10
Décès/10 000 hab	3,84	0,97	0,41	0,56	0,28
Décès/cas	11,96%	4,99%	2,83%	4,68%	0,55%

Chiffres du 22 mai 2020 à 14h00

Danemark

Le gouvernement danois va allouer 6,1 Mds DKK (818 M€) à l'éducation et à la formation des apprentis. Ces subventions seront consacrées à des initiatives liées entre autres aux stages en entreprise et à la formation professionnelle. L'objectif de cette mesure est de soutenir la formation des jeunes, mais aussi de permettre aux entreprises de continuer à les embaucher afin de relancer leurs activités. Baptisé "Allocation des Employeurs à la formation (AUB)", ce programme sera discuté prochainement entre le gouvernement, les employeurs et les partenaires sociaux. Cette annonce intervient après la présentation par le ministre des Finances, Nicolai Wammen, des trois grandes priorités économiques de court terme (avant les vacances d'été) : l'éducation et l'apprentissage, le climat et le logement. Pour mémoire, un paquet d'aides de 30 Mds DKK (4 Mds€) pour la rénovation de logements sociaux a déjà été annoncé il y a 2 semaines.

Le PDG de DI, Lars Sandahl, appelle à une unité européenne. Il met en garde l'Europe contre une Chine omnipotente et l'enjoint de mettre en oeuvre une stratégie aussi claire et ferme que les États-Unis à son égard, tout en trouvant une solution européenne spécifique pour le faire. Selon lui, il ne s'agit pas de se protéger de la Chine mais d'atteindre un juste équilibre dans l'approche des marchés et en terme de concurrence.

La taxation des dividendes compte parmi les éléments essentiels de l'accord conclu entre Morten Bødskov, le ministre danois des Impôts, et l'organisation professionnelle Finans Danmark. Les banques vont dorénavant jouer un rôle central dans la collecte de ces taxes, qui s'élèvent à 27% du dividende. Elles seront tenues de régler la différence si un actionnaire étranger paie un niveau trop faible d'impôt. La vaste majorité des actionnaires étrangers bénéficient d'une imposition plus faible en raison de conventions fiscales de non-double imposition.

Lancement officiel des travaux du tunnel du Femern. Les autorités danoises ont envoyé un ordre de service aux groupements d'entreprises en charge de la construction du « plus grand tunnel immergé jamais réalisé » (18 km), prévu entre le Danemark et l'Allemagne. Les travaux, répartis en trois contrats (rampes et portails, tunnel nord et tunnel sud) commenceront le 1^{er} janvier 2021 et devraient se terminer à l'été 2029. Pour mémoire, le groupe français Vinci représente, en moyenne pondérée, 29% des trois contrats, soit près d'1 Md €.

Finlande

Sanna Suvanto-Harsaae nommée pour le conseil de la Poste finlandaise. Lors de la récente assemblée générale de la Poste finlandaise, détenue à 100% par l'Etat, Sanna Suvanto-Harsaae a été nommée présidente du conseil d'administration. 5 membres du conseil sur 9 ont été renouvelés à cette occasion. Sanna Suvanto-Harsaae assure déjà la présidence de 9 entreprises, dont Altia (entreprise de fabrication de spiritueux, détenue à 36% par l'Etat) et siège au conseil d'administration de SAS. La Poste finlandaise est dirigée par Turkka Kuusisto, nommé début février 2020 après avoir assuré une phase d'interim. Pour mémoire, les modalités de gestion de la Poste et de filiales privatisées avaient été au centre d'une crise politique à l'automne 2019, qui avait entraîné la démission de l'ancien Premier ministre Rinne.

Un projet d'expérimentation de revenu de base révèle des effets limités sur l'emploi. Du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018, un échantillon de 2 000 chômeurs, choisis au hasard parmi ceux bénéficiant des allocations chômage de base, ont bénéficié d'un revenu de base de 560 € par mois, exempté d'impôts, indépendamment du fait qu'ils recevaient ou non des revenus par ailleurs. Les résultats de l'expérimentation ne montrent pas d'effet significatif sur l'emploi pour les personnes bénéficiaires (seulement 6 jours en emploi supplémentaires par rapport au groupe de contrôle). En revanche, une enquête basée sur des entretiens avec des bénéficiaires de ce revenu a montré qu'ils étaient plus heureux et éprouvaient moins de stress que les personnes du groupe de contrôle. Le principe d'un revenu minimum figure toujours dans le programme de la coalition gouvernementale actuellement au pouvoir. Il est prévu de le doter d'un budget de 20 M€, un montant équivalent à celui de la première phase d'expérimentation.



Le gouvernement a présenté son 3^{ème} projet de budget rectificatif de 832 M€. Il se concentre sur l'assouplissement de la situation financière des entreprises et des coûts engendrés par la crise du coronavirus. Une augmentation de 700 M€ est proposée pour des acquisitions d'actions d'entreprises publiques ou pour renforcer leur capital. Ces crédits supplémentaires serviront en particulier à la souscription d'une partie de la recapitalisation de la compagnie aérienne Finnair. Pour couvrir le déficit et assurer la liquidité du Fonds pour l'emploi, qui gère les dépenses d'assurance-chômage, il est proposé que l'État fournisse une garantie pour un prêt d'un montant maximum de 800 M€. Le projet de budget rectificatif prévoit également des garanties de l'Etat au titre des engagements européens : jusqu'à 432 M€ pour les prêts accordés au titre du Mécanisme européen de secours d'urgence (SURE) et jusqu'à 372 M€ pour les dispositifs relevant la Banque européenne d'investissement (BEI). Un total de 123 M€ est également proposé pour soutenir les restaurateurs, afin de compenser les restrictions qui leur ont été imposées et soutenir le réemploi du secteur. De nouvelles mesures de relance pourraient être proposées dans un 4^{ème} budget rectificatif, présenté dans le courant du mois de juin.

Islande

L'Islande ouvre progressivement ses frontières aux touristes. À partir du 15 juin, les voyageurs ne souhaitant pas subir de quarantaine à leur arrivée en Islande pourront choisir d'être testés immédiatement à l'aéroport de Keflavik ou de produire un certificat de santé valide et devront télécharger l'application de traçage Rakning C-19. Le gouvernement financera dans un premier temps les tests effectués à l'aéroport. Cela pourrait coûter environ 50 000 ISK (346 €) par personne et 50 MISK (345 000 €) au total par jour. Si très peu de cas sont détectés, les autorités pourraient passer à un système de tests aléatoires. La Banque centrale prévoit l'arrivée de 50 000 touristes cet été.

Le Comité de politique monétaire de la banque centrale d'Islande a décidé de baisser son taux directeur de 0,75 point de pourcentage, à 1%, soit le plus bas taux historique de la Banque centrale.

L'avenir de la compagnie aérienne Icelandair est incertain. La compagnie aérienne a entamé des négociations salariales avec ses pilotes et son personnel de bord afin de renforcer sa compétitivité à long terme et d'attirer des investisseurs. Une réunion de restructuration financière conditionnant les garanties proposées par l'État islandais est prévue avec les actionnaires du groupe le 22 mai. Alors qu'Icelandair a conclu un accord salarial de cinq ans avec son syndicat de pilotes, les négociations sont dans l'impasse avec le syndicat du personnel de bord qui vient de rejeter l'ultime offre de la compagnie.

L'Islande a signé avec le Royaume-Uni une déclaration conjointe concernant leurs principaux domaines de coopération pour les 10 prochaines années. Cet accord s'inscrit dans la volonté de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. Sept domaines de coopération sont mentionnés : les affaires et investissements, la pêche, la recherche et l'innovation, la coopération régionale et internationale, la défense et la sécurité, le changement climatique et les questions arctiques. Alors que la première réunion entre leurs négociateurs respectifs a eu lieu la semaine passée, les deux pays ont rappelé l'importance d'entamer dès que possible les négociations sur un futur accord de libre-échange, qu'ils espèrent signer avant la fin de l'année.

Norvège

Equinor a perdu près de 200 Mds NOK (18,4 Mds€) aux États-Unis en 20 ans en raison d'une mauvaise gestion. Le député libéral Ketil Kjenseth, président de la commission de l'énergie et de l'environnement, propose de créer une commission d'enquête sur la gestion du géant pétrolier (détenu à 67% par l'État). Le parti Socialiste de gauche et le parti Rouge souhaitent suspendre toute activité de l'entreprise à l'étranger. Le parti Travailleiste demande un désengagement partiel à l'étranger. Leif Sande, élu travailliste et ancien Président du syndicat Industri Energi, prône une fusion entre Equinor et Pareto (gestionnaire public des participations de l'Etat dans le secteur pétrolier), pour créer une entreprise concentrée sur le plateau continental norvégien mettant l'accent sur une production zéro émission. Après avoir convoqué les représentants d'Equinor lundi 18 mai, la ministre du Pétrole et de l'Industrie, Tina Bru, a annoncé que la compagnie devra dorénavant présenter ses comptes une fois par an et les résultats de ses activités aux États-Unis tous les trimestres au ministère.

Le gouvernement a présenté une loi de finances rectificative pour 2020, basée sur des prévisions pessimistes (taux de chômage record en 75 ans à 5,9%, contraction du PIB de 4%). Le projet prévoit une augmentation du budget de 5,1%, grâce à de nouvelles ponctions dans le Fonds pétrolier (419 Mds NOK ou 38,5 Mds€, soit 4,2 % de la valeur du fonds). Pour la première fois depuis 1994, le budget de l'État et le Fonds pétrolier affichent tous deux un déficit (124 Mds NOK au total, soit 11,4 Mds€). L'économie norvégienne est doublement touchée par la crise du coronavirus en raison de la chute des cours du pétrole (-30 Mds NOK de recettes en 2020, soit 2,7 Mds€) et du coût des aides de l'Etat aux particuliers et aux entreprises (200 Mds NOK en 2020, soit 18,4 Mds€).

Le gouvernement suggère de taxer la production de saumon et de truite d'élevage dans le cadre de la loi de finances rectificative, une réforme qui représenterait 500 MNOK (46 M€) de recettes fiscales par an pour les municipalités et l'Etat. Le gouvernement rejetterait ainsi les préconisations du comité nommé en 2018 qui proposait le paiement d'une licence autorisant les professionnels de l'aquaculture à mener leur activité dans les eaux des fjords, ressources de la collectivité.



Le Fonds pétrolier se retire de quatre entreprises pour des raisons climatiques. Il s'agit de quatre compagnies pétrolières canadiennes extrayant du pétrole des sables bitumineux (Canadian Natural Resources Limited, Cenovus Energy Inc, Suncor Energy Inc et Imperial Oil Limited). Cette démarche est une première depuis l'entrée en vigueur, il y a quatre ans, des restrictions aux investissements du fonds souverain dans des entreprises aux « émissions inacceptables ». En outre, conformément au critère relatif au charbon, cinq autres entreprises ont été exclues et quatre placées sous observation.

Le gouvernement présentera sa décision d'investissement CCS (Carbon Capture and Storage) à l'automne 2020. Les partenaires sociaux (LO et NHO) déplorent que le gouvernement n'ait pas fait son choix sur le financement des projets CCS dans le cadre de la loi de finances rectificative. Déployer cette technologie à grande échelle créerait 3 700 emplois d'ici 2024 et 2 500 postes sur les sites de la cimenterie de Breivik et de l'incinérateur de Klemetsrud à Oslo. D'après l'institut de recherche SINTEF, le CCS pourrait employer 40 000 personnes en Norvège à l'horizon 2050.

Le nombre de travailleurs saisonniers agricoles issus de l'UE/EEE a reculé de 16% entre 2017 et 2019. La baisse est particulièrement marquée chez les Polonais, qui représentent environ un travailleur saisonnier étranger sur deux, et qui sont passés de 7 800 à 6 300 en deux ans. La baisse de la couronne norvégienne et l'augmentation des salaires en Europe de l'Est expliqueraient cette tendance. En revanche, les emplois saisonniers agricoles attirent de plus en plus de ressortissants de pays tiers (+24 %, soit environ 2 000 personnes en 2019). Les Vietnamiens représentent la moitié de ces effectifs.

Equinor, Shell et Total ont remis les plans de construction du projet CCS Northern Lights au ministère du Pétrole et de l'Énergie. Ce site de stockage sous-marin permettrait d'enfouir 1,5 Mt CO₂ par an en mer du Nord, pour un volume total de 40 Mt. Pour Tina Bru, ministre du Pétrole et de l'Énergie, il s'agit d'une étape historique dans le développement du CCS en Norvège, tant sur le plan environnemental (réalisation des objectifs de l'accord de Paris) que technique. Les investissements sont estimés à 6,9 Mds NOK (635 M€) et les travaux devraient se terminer d'ici 2024.

Norwegian a finalisé son plan de restructuration, ayant transformé 12,7 Mds NOK (1,2 Md€) de dettes en capitaux propres. Le cours de son action a perdu 50% le matin du 20 mai suite à cette annonce. La compagnie chinoise BOC aviation limited, propriété de l'Etat chinois, a fait l'acquisition de 12,67% des actions émises par Norwegian, devenant son deuxième plus grand actionnaire.

Suède

La Suède a procédé à un nombre de tests covid-19 bien inférieur à ses voisins nordiques. La Suède aurait testé 14 personnes pour 1 000 habitants, soit moins que la Finlande (19 pour 1 000), la Norvège (34 pour 1 000), le Danemark (40 pour 1 000) et l'Islande (138 pour 1 000). Face au manque de tests publics, des entreprises privées, parmi lesquelles Tele 2, H&M et Spotify propose(ro)nt des tests à leurs salariés.

71 000 employés ont été concernés par des préavis de licenciement depuis début mars en Suède. Les observateurs notent que si la première vague a surtout porté sur les emplois de services (restauration, hôtellerie, consultants indépendants, etc), les préavis de licenciement dans le secteur de l'industrie augmentent désormais fortement (plus de 40% des préavis en mai 2020).

L'Office suédois des statistiques (SCB) a publié de nouveaux résultats de chiffre d'affaires par secteur en Suède. Selon l'étude, le CA global aurait diminué de 13% en avril 2020 par rapport à avril 2019 (repli de 16% pour le secteur de l'industrie et de 12% pour les services). La situation est toutefois contrastée entre les secteurs, avec une baisse des ventes de 97% pour les agences de voyages, alors que les ventes agroalimentaires augmentent de 10%. Si l'on observe les quatre premiers mois de l'année (janvier-avril par rapport à la même période en 2019) les chutes sont moins brutales : -5% dans l'industrie et -1% dans les services.

	Avril 2019 – Avril 2020	Janvier-avril 2019 - Janvier-avril 2020
Industrie, dont	-16%	-5%
- Manufacturier	-21%	-6%
- Véhicules	-72%	-21%
- Agroalimentaire	10%	9%
- BTP	-4%	0%
Services, dont	-12%	-1%
- Commerce de détail	-3%	2%
- Transports ferroviaires	-37%	-11%
- Transports collectifs	-15%	-3%
- Taxi	-44%	-16%
- Transports aériens	-85%	-36%
- Hôtellerie	-78%	-28%
- Restauration	-29%	-13%
- Agences de voyage	-97%	-35%
Total (pondération 41% pour l'industrie et 59% pour les services)	-13%	-3%

Le gouvernement a annoncé de nouvelles aides sectorielles et subventions aux agences et aux collectivités territoriales. Dès cet été, une rallonge de 500 M SEK (47 M€) sera accordée aux entreprises et groupes de presse. Une aide de 319 MSEK (30 M€) sera versée pour les établissements culturels, dont le budget est fortement dépendant des ventes de billets. L'Etat allouera 4,7 Mds SEK (440 M€) en soutien aux secteurs de la santé (qui relève de la compétence des régions) et des soins (qui relève de la compétence des communes). Une aide de 3 Mds SEK (300 M€) sera accordée aux 21 régions pour compenser les surcoûts liés aux transports collectifs. Les pertes financières de ce secteur sont estimées à 1 Md SEK (90 M€) par mois, selon l'Association nationale des Communes et des Régions (SKR). 400 MSEK



(38M€) seront versés à la société publique de capital investissement Almi Invest pour faciliter le financement des start-ups dans les phases d'amorçage, à hauteur de 100 000€ à 1 M€ par projet. Almi Invest dispose déjà de 3 Mds SEK (285 M€) investis dans pas moins de 350 start-ups (660 prises de participation depuis sa création en 2008). Enfin, le gouvernement réserve 1,2 Md SEK (110 M€) aux infrastructures. Ces sommes bénéficieront principalement à l'entretien des chemins de fer (720 M SEK, soit 68 M€) et des routes (300 M SEK, soit 28,4 M€), ainsi qu'à l'expansion du haut débit sur tout le territoire (203 M SEK, soit 19,2 M€).

Le gouvernement a annoncé le versement de 500 MSEK (47 M€) « d'allocations familiales complémentaires » pour les foyers à faibles revenus, avec au moins un enfant à charge, et qui bénéficient d'ores et déjà d'aides au logement. Le montant de la nouvelle aide correspondra à 25% de l'allocation de logement reçue par le foyer, et sera plafonné à 1 325 SEK par mois (125 €/mois) par foyer. Cette aide temporaire sera versée du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020.

Les moyens alloués à l'APD, qui représentent 1% du PIB depuis 2006 (environ 5 Mds€ en 2020), vont diminuer de 200 à 400 M€ cette année, en fonction de l'ampleur de la baisse de la croissance. La corrélation entre le budget de l'APD et la croissance est une méthode de calcul fortement remise en cause, notamment par l'Agence suédoise en charge du développement et de la coopération internationale, Sida, puisque les fluctuations pénalisent les projets à moyen et long terme.

Swedavia, entreprise publique qui gère les 10 principaux aéroports suédois (Stockholm, Göteborg, Malmö, etc) a enregistré 63 000 passagers au mois d'avril, soit -98% par rapport à avril 2019, où le nombre de passagers s'approchait de 3,2 millions. 8 des 10 aéroports en question ont enregistré moins de 3 000 passagers. Swedavia a annoncé des pertes de recettes de 500 MSEK (47 M€) par mois depuis le début de la crise covid-19.

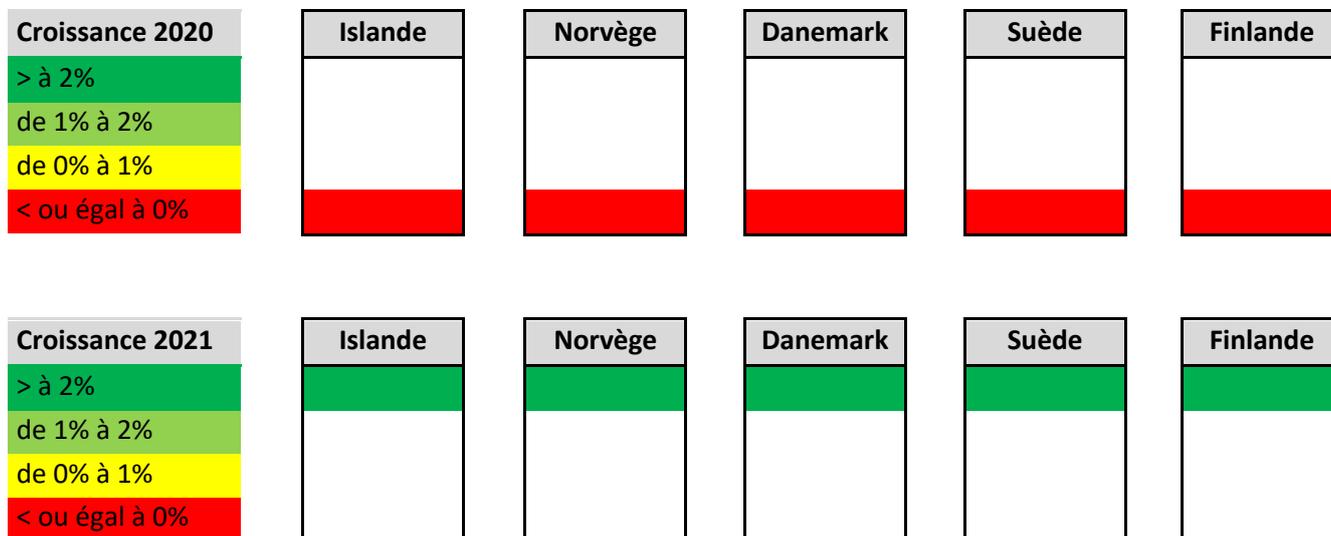
H&M, le leader du prêt-à-porter suédois avec plus de 5 000 boutiques dans 74 pays, a communiqué ses chiffres de ventes sur la période du 1^{er} mars au 6 mai 2020. Les différents degrés de confinement ont affecté les ventes de façon très contrastée selon les pays, comme le montre le tableau ci-contre, avec une baisse des ventes de seulement 11% en Corée du Sud et 32% en Chine contre -71% aux Etats-Unis ou en France, -76% en Espagne et même -80% en Italie.

Pays	Évolution des ventes du 01/03 au 06/05
Corée du Sud	-11%
Suède	-31%
Chine	-32%
Norvège	-36%
Allemagne	-46%
Russie	-47%
Finlande	-49%
Danemark	-51%
Japon	-58%
Pologne	-59%
Royaume-Uni	-60%
France	-71%
Etats-Unis	-71%
Espagne	-76%
Italie	-80%



La quinzaine nordique – 22 mai 2020 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 5).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
PIB										
Gouvernement	-6,0	4,3	-5,5	1,3	-2,0	2,0	-4,0	3,5	-9	5,0
Banque centrale	1,7	1,6	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	0,4	1,3	-6,9	4,6	-2,4 à -4,8	2,4
Institut stat./conj****.	-3,5 à - 5,5	-	-1 à -5	1,1	-5,5	4,7	-7,0	4,8	1,7	2,7
Commission*	-5,9	5,1	-6,3	3,7	-5,5	3,0	-6,1	4,3	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	1,4	1,4	1,0	0,9	2,0	1,7	1,2	1,2	1,6	2,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	-6,5	5,0	-	-
Nordea	1,5	1,5	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	1,4	1,4	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2020)

** World Economic Outlook (avril 2020)

*** Perspectives économiques (novembre 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Déficit public										
Gouvernement	-7 à -9	-1 à -3	-7,2	-4,0	7,6	-	-3,8	-1,4	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	0,3	-0,2	-1,4	-1,5	9,1	9,0	0,2	0,1	-1,0	-1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Dette publique										
Gouvernement	40,5	42	69,1	71,5	-	-	39,9	38,3	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Autres										
inflation (IPCH)*	0,3	1,3	0,5	1,4	0,3	1,5	0,4	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	-7,4	3,3	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	6,4	5,7	8,3	7,7	7,1	5,5	9,7	9,3	7,3	6,7

Source :

* *Prévisions de printemps* (mai 2019)

** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2019)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

